



HAL
open science

Quelle place pour l’habitat populaire à l’heure de la “contrainte énergétique”?

Vanessa Becciu, Jégouzo Jérémy

► **To cite this version:**

Vanessa Becciu, Jégouzo Jérémy. Quelle place pour l’habitat populaire à l’heure de la “contrainte énergétique”? . *Cienciâ & Ambiente*, 2012, *Habitacão Social e Sustentabilidade*, 45. halshs-01552096

HAL Id: halshs-01552096

<https://shs.hal.science/halshs-01552096>

Submitted on 30 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

VILLE ET ENERGIE.

Quelle place pour l'habitat populaire à l'heure de la "contrainte énergétique"?

Vanessa Becciu et Jérémy Jégouzo *

Comment poser la question complexe de ce qui lie la ville et l'énergie ? La question de l'énergie est aujourd'hui aspirée dans son ensemble par une préoccupation globale : le réchauffement climatique, et son corollaire, la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous partons de l'hypothèse que ce débat-là occulte des considérations idéologiques, annihilant ainsi une dimension humaine substantielle. Nous pensons que l'échelle urbaine permet d'apprécier l'enjeu culturel et social de l'énergie, qui se heurte systématiquement à des préoccupations environnementalistes, au lieu de s'y associer franchement. Nous pensons enfin que la ville est aussi le témoin des effets pervers d'une telle négligence.

Ainsi nous nous proposons d'examiner dans un premier temps pourquoi et comment se pose la question de l'énergie dans le développement urbain. Nous essaierons ensuite de voir les effets potentiels des politiques publiques qui en résultent sur un quartier populaire de Bogota, où les enjeux et culturels sont très forts. Enfin, à travers un éclairage historique, nous chercherons à élever de débat au-delà de préoccupations mal identifiées, et que nous souhaiterions plus proches de réalités sociales et culturelles.

UN URBANISME ENERGETIQUE. Nous employons le terme d'urbanisme énergétique pour qualifier une certaine branche de la planification urbaine qui met en œuvre des politiques de *développement durable* à travers la maîtrise de la consommation et de la production énergétique.

Le contexte. Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été amorcés à Kyoto en 1997 et ratifiés depuis dans un grand nombre d'états. Ils traduisent une inquiétude grandissante face au réchauffement climatique. Ils sont par ailleurs appuyés par la promotion des énergies renouvelables, plébiscitées par les écologistes, mais aussi et surtout par l'épuisement des ressources fossiles dont dépend l'économie mondiale. Les institutions internationales et nationales qui sont en charge de la question (GIEC, ONU, etc.) encouragent alors les différents secteurs économiques, y compris celui du développement urbain, à amorcer la *transition énergétique*. Ainsi nous pouvons constater que l'identification de contraintes environnementales résulte de logiques tellement diverses que l'on ne saurait dire si les politiques de maîtrise énergétique se soucient de la pérennité d'un système économique énergivore ou de la planète qui lui sert de support. Bien qu'il s'agisse probablement des deux simultanément, le *développement durable* est le fruit d'une association consensuelle : la nécessité de préserver environnement et stabilité sociale, et le choix de ne pas renoncer à la croissance. Si cette idéologie est désormais institutionnalisée, les dispositifs opérationnels qui en résultent sont tiraillés par l'une et l'autre contrainte. Voyons comment cette tension s'inscrit au niveau de la planification urbaine.

* Etudiant.e.s en Master 2 « Urbanisme, Habitat et Coopération Internationale », Institut d'Urbanisme de Grenoble – Université Pierre Mendès France

Politiques énergétiques dans la planification urbaine. L'urbain est la forme d'organisation humaine la plus significative du siècle dernier et, à l'évidence, du siècle à venir. Sa globalisation est l'incarnation spatiale de la société moderne puisque les choix économiques opérés depuis l'ère industrielle ont largement renforcé les dynamiques de concentrations des hommes. Ce mode d'occupation du territoire est devenu impropre à l'habitat notamment en raison de son caractère arbitraire et incontrôlé. Plus encore, il fut progressivement stigmatisé comme étant la cause directe (à travers la pollution de l'air, de la terre et des eaux) et indirecte (à travers son besoin en énergie en constante augmentation) de la dégradation des écosystèmes. Certains auteurs comme Ivan Illich avancent même l'idée que les premiers écosystèmes à en pâtir sont les écosystèmes sociaux.

Les villes et les métropoles qui les englobent sont alors perçues comme étant des espaces privilégiés pour l'expérimentation de nouvelles politiques territoriales en matière de maîtrise énergétique. Celles-ci s'observent dans les constructions des bâtiments, dans la recomposition du paysage institutionnel, mais aussi dans les campagnes de sensibilisations. Elles agissent aussi bien au niveau de la production que de la consommation. Elles conduisent aussi à l'idée qu'un réaménagement spatial des activités humaines contribuerait à limiter la consommation énergétique, par exemple en dissuadant les habitants à utiliser leurs voitures. Ainsi, nous constatons que ces politiques ont un impact important sur l'urbanisme : cette discipline se mue de plus en plus en une démarche techniciste tout en étant imprégnée par le théorème de la densité. Comme à l'époque des grands ensembles, il y a une forme urbaine qui résulte de l'association entre la technique et le modèle : l'écoquartier. Celui-ci est perçu comme le nec plus ultra de l'urbanisme durable, assimilant des problématiques énergétiques et bien au-delà. Ses détracteurs sont pourtant nombreux et eux aussi sont motivés par des raisonnements divers et parfois contradictoires. Au-delà de l'efficacité énergétique relative de ces quartiers à la mode (faibles résultats sur le plan thermique, utilisation de la voiture persistante), nous attirons l'attention sur le fait qu'il ne s'agit en rien d'une solution urbaine durable. En effet, tandis que la ville a grandement besoin de réguler ses marchés fonciers et de produire des logements accessibles et cohérents avec les structures sociales qui font la ville, l'écoquartier participe d'une standardisation de logements pour classes moyennes, en dépit de la présence de logements sociaux. En effet, les sophistications techniques apportées à ces nouvelles constructions rendent leurs coûts inabordables pour la majorité. Outre l'écoquartier, pour ce qui concerne l'existant, les rénovations techniques synonymes de confort supplémentaire sont rarement dans les priorités des propriétaires, qu'ils soient les bailleurs de taudis ou les habitants eux-mêmes défavorisés. Face à cet impératif écologique, les autorités locales en charge du développement urbain se trouvent généralement dans l'incapacité de mettre cette question au service de considérations sociales et populaires. Ainsi en identifiant les dérives théoriques et technicistes de l'urbanisme contemporain, nos analyses nous poussent à croire que c'est plutôt la question urbaine qui se pose dans une politique globale de maîtrise de l'énergie, et non l'inverse. Cela change alors considérablement la nature de la problématique, la conséquence étant que les politiques énergétiques façonnent en premier lieu nos villes de demain. L'énergie est alors rarement utilisée pour réinterroger le modèle économique qui génère les modes de vies que décrions si fortement, et qui génèrent par ailleurs leurs inscriptions spatiales. Au final, si nous pouvons nous accorder sur le fait que les applications du *développement durable* sont

bienvenues d'un point de vue écologique, il est évident qu'elles subordonnent le développement urbain. Cela revient à oublier que la ville de demain, aussi durable qu'elle doit être, est en partie déjà sous nos pieds !

REALITE SOCIALE ET CULTURELLE D'USME FACE AU MODELE URBAIN.

Ainsi, la course au facteur 4 et à la transition énergétique conduit à des modèles urbains qui négligent en grande partie des organisations sociales existantes, et notamment populaires. Faut-il croire pour autant à l'incompatibilité des deux exigences ? Nous poserons ici cette question à travers l'exemple d'Usme en Colombie.

Le contexte. La mairie de Petro élue en octobre dernier a mis la ville de Bogotá sur le chemin de la densification. Elle souhaite construire 50% des logements sur la ville existante¹. Jusqu'alors la politique de rénovation du centre populaire de Bogotá était, et est toujours, menée par l'Entreprise de Rénovation Urbaine (ERU) de la municipalité. Bien que son action corrobore le modèle de densification des centres urbains auquel aspirent les politiques de développement durable, elle néglige, voire renforce, la ségrégation socio-spatiale déjà très forte à Bogotá. On peut déjà identifier clairement un processus de gentrification lié aux actions de rénovations, qui entraînent l'exclusion des classes populaires en périphérie de la métropole. Nous prendrons le territoire d'Usme (voir encadré ci-dessous) pour montrer que face au discours univoque de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la transition énergétique, d'autres pistes de réflexions sont envisageables que la densification et doivent permettre de laisser ouvert le débat sur le rapport entre ville et énergie.

Un territoire de réflexion pour le développement de Bogota. Usme fait partie des 20 localités du District Capital de Bogotá. C'est un territoire majoritairement rural situé au sud de l'agglomération mais qui est urbanisé au nord, abritant près de 350 000 habitants. La municipalité de Bogotá prévoit de construire 53 000 logements en 20 ans sur 938 hectares de la partie rurale de la localité, à travers son aménageur urbain Metrovivienda. C'est donc un territoire stratégique pour le développement urbain de la ville de Bogotá. De même, le territoire d'Usme est très proche du Páramo de Sumapaz qui représente 40% de la future ressource en eau potable de la ville de Bogotá.

Doit-on ou peut-on mettre fin aux grandes stratégies énergétiques urbaines ? La population d'Usme n'est pas la même que celle vivant dans les éco-quartiers européens, d'un point de vue sociologique, anthropologique ou économique. Leur rapport à l'énergie est par conséquent différent. D'où la nécessité de prendre en compte ces différences et de penser ce rapport à partir du territoire social et culturel. Il existe déjà des dispositifs d'aides aux ménages les plus défavorisés en ce qui concerne leur consommation énergétique. En conséquence, la communauté d'Usme, qui est principalement composée d'habitants situés dans les strates 1 et 2, ont des dépenses moindre en énergie.

Souveraineté politique locale.

1 Nouveau conseiller de Bogotá, Séminaire Futuro Bogotá

Maintenant se pose le problème de la gestion de cette production/transformation et la souveraineté politique d'un territoire face à son devenir. Des coopératives d'habitant existent en matière de gestion énergétique, notamment en Allemagne et au Danemark. La création d'entreprises de taille moyenne peut également être imaginée. D'un point de vue géopolitique ou politique, le local et la souveraineté politique locale implique une sécurité énergétique et alimentaire accrue.

Limite des réseaux urbains, exemple de Bogotá. « *Ces réseaux, dont la conception technique et le mode de financement reposent sur l'anticipation d'une croissance des consommations [...] ont du mal à s'adapter à une éventuelle baisse de ces consommations* »² d'où la nécessité de penser à l'autonomie local en terme de services urbains. Réseau qui dispose d'une faible réversibilité avec leur infrastructure lourde. De plus à Usme, où le coût de ces infrastructures est répercuté dans le coût final au consommateur lorsque l'on connaît les revenus moyens à Usme (donner un chiffre). Etant donné la relative distance d'Usme du reste de Bogotá, il est tout à fait envisageable d'y intégrer des solutions autonomes ou semi-collectives de réseaux urbains. Production d'électricité par exemple, réseau d'assainissement et d'eau potable. « *Remise en cause assez radicale du primat des services techniques urbains et de leur organisation industrielle et réticulaire. Dans la logique des circuits courts propre au développement durable, le développement d'une production et d'une consommation locales pourrait alors conduire à un usage supplétif des grands services techniques urbains (notamment pour l'énergie) et remettre gravement en cause leurs logiques industrielles et économiques.*

Dans les pays en développement où, pour des raisons essentiellement économiques, on peine à développer les grands services techniques urbains à un prix raisonnable (pour les populations les plus pauvres) et à une échelle territoriale suffisante, pourquoi ne pas envisager des solutions alternatives moins chères, plus flexibles et moins centralisées, de manière provisoire ou en complément du modèle standard ? Solutions concurrentes ou complémentaires ? L'avenir est ouvert mais il n'est sans doute plus au « tout réseau » ! »³

« *Pauvreté énergétique* ». 1,6 milliards de personnes non pas accès à l'électricité et 2 milliards sont dépendantes de la biomasse comme source d'énergie (presque exclusivement pour la cuisine et le chauffage de l'eau). »⁴ Usme est cependant bien électrifié (donner chiffres, taux d'électrification, accès à eau potable, gaz, etc.) A Bogotá, 99,4% des logements sont connectés au réseau électrique. 79,8% connexion au Gaz Natural. 97,9 Réseau d'assainissement. 98, 6 eaux courantes ou potables⁵

L'emploi d'énergie fossile semble indispensable dans un contexte de développement urbain aussi important, comment pourrait-il en être autrement ? Cependant, l'on doit d'ores et déjà penser aux possibilités locales en termes d'énergie non-fossiles. L'hydraulicité reste néanmoins la source énergétique locale et non-fossile la plus pertinente à Usme.

2 <http://www.metropolitiques.eu/Eau-assainissement-energie-dechets.html>

3 <http://www.metropolitiques.eu/Eau-assainissement-energie-dechets.html>

4 Energie et climats: le rôle des pays en développement, Cédric Philibert (AIE), Bulletin Villes en Développement, Décembre 2006, No74.

5 Recensement général 2005, Département Administratif National de Statistique (DANE), sept 2010.

Pourquoi remettre en cause le théorème de la densification ? Usme, oser l'expérimentation d'un certain étalement urbain pour la création d'un habitat populaire. L'expérimentation urbaine à Usme, doit permettre de réfléchir à ce changement de paradigme compte tenu du contexte local, au système énergétique actuel mais aussi à l'équilibre très complexe entre nécessité énergétique dans la perspectives de progrès social et d'éviter une dérive énergétique qui ne fait pas ville *in fine*.

Une majorité d'expert de la ville semble aujourd'hui affirmer que l'étalement urbain est une des causes principales de l'augmentation de la consommation énergétique avec tous les effets indirects que nous connaissons, augmentation du transport quotidien, etc.. mais un simple exemple nous montre que ce parti pris ne semble pas si évident que cela. Les habitants consommant le plus d'énergie en France sont les parisiens alors que Paris est la ville la plus dense de France et l'une des plus dense du monde (21 100 habitants au km²). Pourquoi ? Parce que, ce sont eux qui prennent le plus l'avion. Pourquoi ? Parce qu'ils disposent des revenus et des travaux des classes les plus aisées de la société française. Cela montre bien les limites d'une réflexion purement spatiale qui omet souvent le facteur des différences de richesses au sein des sociétés et de leur miroir, les villes. Mais aussi, parfois des pratiques sociales évoluant à une rapidité dépassant la vitesse d'évolution des formes d'une ville.

Mais si pour le cas d'Usme, la zone de développement urbain prévue par la municipalité de Bogotá était pensée comme entité urbaine autosuffisante en terme d'emplois, de services, ou de loisirs, les futures habitants auront-ils intérêts à se rendre régulièrement au centre ou nord de Bogotá qui se trouve à une heure de route dans les bonnes journées de trafic routier ? Le thème de la ville polycentrique peut alors ici être évoqué. Penser cette entité urbaine comme un « métabolisme » régulant ces anabolismes et catabolismes de manière autonome.

Tous nous laisse aujourd'hui à penser que la ville doit être dense pour limiter les dépenses mais surtout les coûts énergétiques. N'y a t-il pas un risque à long terme d'étouffer nos villes ? De perdre les derniers espaces potentiellement transformables en zones vertes et ayant leurs importances en terme de fonction régulatrice des pollutions de l'air, et donc en terme de santé publique, de fonction régulatrice des climats urbains (température, humidités, etc.), de filtres à poussières, etc.

Au final, le phénomène de densification observée à travers le monde ne va-t-il de paire avec les phénomènes de gentrification et de spéculation immobilière. Effet ou contre-effet ?

« La ville compacte, qui fait encore aujourd'hui l'objet de nombreux questionnements »⁶ (Dempsey, 2010)

La transformation des structures urbaines au cours de la seconde moitié du vingtième siècle a également été marquée par un desserrement des activités dans les métropoles européennes et en particulier de l'emploi le moins qualifié.

Mobilité est choisie pour certains, subie pour d'autres. Une part importante de la population d'Usme effectue de 2 jusqu'à 4 heures de trajet quotidiennement. Motorisation des ménages à Usme ?

Par contre, la question de la densité des services et des emplois (des classes supérieures comme des emplois les « moins qualifiés »).

6 <http://cybergeog.revues.org/23634>

Au cours des années 60, 70 et 80, l'automobile a planifié la ville bien plus que les élus ou les urbanistes. « Les vitesses importantes permises par l'automobile ont favorisé l'étalement urbain »⁷

Le contexte de développement urbain d'Usme. Déficit de plus de 300 000 logements actuellement à Bogotá. Nécessité de construire. Le problème est que Bogotá est déjà l'une des villes les plus denses d'Amérique Latine. Il est encore possible de construire en centre ville mais est-ce l'unique solution ? Usme est un territoire isolé géographiquement du centre de Bogotá (distance en km ?) (Travails et services).

Bien que le District Capital de Bogotá couvre une superficie de 1732 km², la superficie de l'aire urbaine de Bogotá dans le district Capital de Bogotá, elle, n'excède pas les 390 km² avec 7 467 000 hab en 2011. Densité de 191 hab/hectare, soit 19 100 hab/km².⁸ Ce qui n'est pas loin des 21 200 hab/km² de Paris intramuros. La ville la plus dense de France. Même si certaines opportunités de densification du centre urbain moins dense de Bogotá existent. Bogotá ne pourra affronter son déficit de logement de l'ordre de 300 000 unités sans construire dans ses franges périphériques dont le territoire d'Usme représente l'une des dernières possibilités avec une zone réduite au nord de la métropole (limites géographiques naturelles à l'est avec les collines abruptes de la cordillère orientale ou frontières administratives à l'ouest avec le département du Cundinamarca).

Ce sont les périphéries de Bogotá qui sont denses. Les localités les plus denses de Bogotá sont celles d'Usme, Ciudad Bolivar, Bosa et Kennedy. Pour Usme, 17 000 hab/km². Sachant que la densité de certains quartiers peut atteindre les 26 000 hab/km², soit plus que l'île de Manhattan à New York. Possibilité de densifier le centre par contre. L'étalement urbain pour le cas de Bogotá ne signifie donc par forcément l'*urban sprawl* connu en Europe et encore plus fortement en Amérique du nord. Le terme d'extension urbaine est ici mieux approprié car il résulte d'un contexte bien spécifique et difficile en terme d'offre de logements.

De même, nous sommes tout à fait en droit de poser des limites à la densification urbaine, pour la densification urbaine, les 350 000 habitants⁹ d'Usme vivent actuellement sur une superficie de 21 km² de zones urbaines, ce qui représente une densité proche de 17 000 hab/km². La densité de Manhattan est estimée à 25 800 hab/km². La ville la plus dense de France, et l'une des plus dense du monde, Paris (intramuros) atteint 21 000 hab/km², peut-on alors parler d'étalement urbain ? Oui dans un certain sens, mais comment pourrait-il en être autrement ? Peut-on parler de densification ? Cela semble difficile. De même, le projet urbain de Metrovivienda¹⁰ prévoit 180 000 nouveaux habitants sur 938 hectares, soit une densité de 19 189 hab/km² avec des logements de 50 m² pour des familles de 4, 5 jusqu'à 7 ou 8 personnes. On voit bien ici qu'il ne s'agit pas réellement d'un étalement urbain équivalent aux *suburbs* à l'américaine. L'on constate bien ici que le discours de la densification urbaine ne peut pas

7 Florent Le Néchet, « Consommation d'énergie et mobilité quotidienne selon la configuration des densités dans 34 villes européennes. », **CYBERGEO : EUROPEAN JOURNAL OF GEOGRAPHY, 18 MAI 2011**

8 Séminaire, Bogotá, Futuro Capital, 29 novembre 2011, Représentante du Secrétariat de planification du District Capital de Bogotá.

9 Selon le service de planification du District de Bogotá. Etant donné l'informalité des quartiers d'Usme, il est difficile d'estimer exactement cette population « illégale » qui est souvent minorée par les autorités.

10 Entreprise d'aménagement urbain de statut privé à fond public du District Capital de Bogotá.

s'appliquer à tous les contextes du monde. Chercher plus de densité, c'est aussi prendre le risque d'une ville qui étouffe sous son propre poids, sous sa propre densité.

Usme peut être un territoire qui transforme de manière maîtrisée l'énergie qui y est déjà présente. Ce qui ne veut en aucun cas dire qu'il ne respecte pas cet environnement singulier, au contraire, ce serait la preuve que l'organisation humaine interagit directement avec son environnement proche.

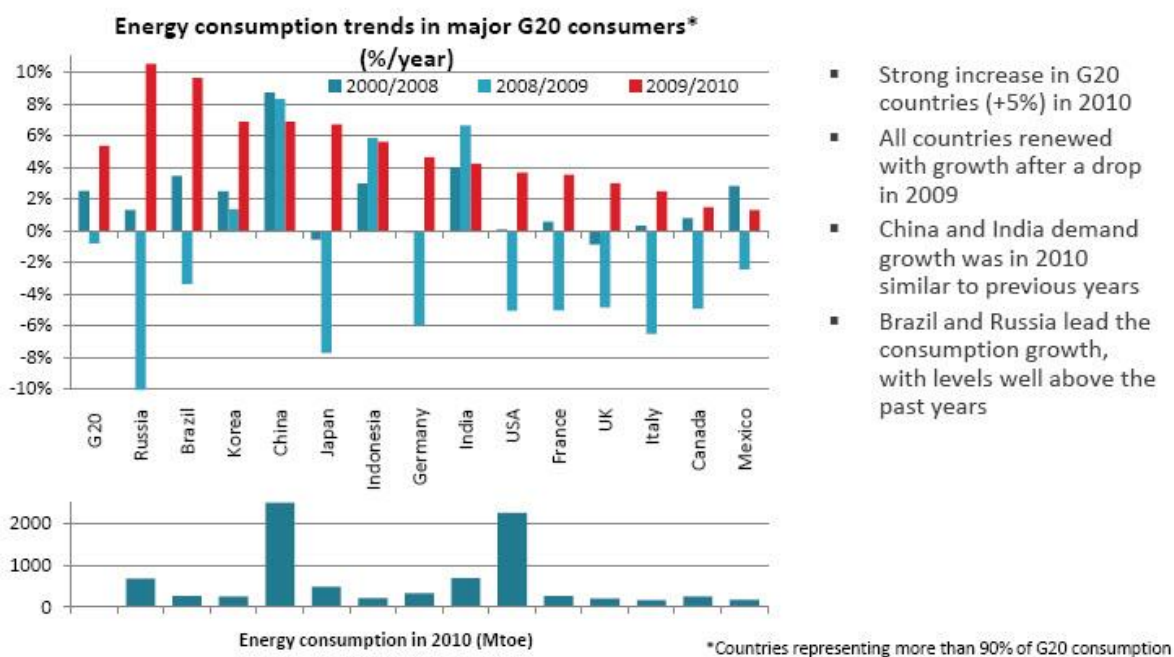
Usme dispose de toutes les caractéristiques pour devenir un lieu d'expérimentations urbaine où l'on pensera le rapport entre énergie et habitat populaire de manière globale et non isolée. L'énergie ne peut être considérée uniquement comme un problème, elle doit au contraire être pensée comme un socle du développement urbain et donc de progrès social.

Plus les manières de produire la ville se feront avec l'énergie, plus la ville rentrera en adéquation avec son environnement proche ou lointain.

COMMENT ELUCIDER LA PROBLEMATIQUE VILLE ET ENERGIE ?

Nous venons de voir que les politiques publiques en matière de maîtrise énergétique ne prennent pas en considération l'ensemble de la réalité des villes.

Ville et énergie ont parties liées. Les premiers groupements humains sont issus de la domestication de l'énergie solaire ou biologique, avec le développement de l'agriculture et de l'élevage. Les premières villes sont effectivement apparues dans des zones fertiles telles que la Mésopotamie, la vallée du Nil et de l'Indus (De Rosnay, 1975). En assurant le stockage de ressources alimentaires pour l'année, les hommes libèrent du temps pour la production d'objets artisanaux utiles au quotidien des communautés. L'histoire suivant son cours, et au fil des avancées techniques, cette maîtrise de l'énergie s'est transformée en production massive, remplaçant progressivement la force humaine par des combustions issues de ressources fossiles. La révolution industrielle marque alors un tournant en ce que les groupements humains s'intensifient et les villes, jusqu'alors habitées par les élites, entrent dans une phase d'urbanisation caractérisée par de fortes densités et une expansion spatiale sans précédents. Cette analyse nous permet d'entrevoir le lien qui existe entre l'explosion urbaine de ces dernières décennies et les surconsommations énergétiques aujourd'hui décriées. La régulation de la consommation énergétique ne permet pour autant de d'agir sur des organisations sociales complexes qui en dépendent, comme nous l'avons démontré précédemment. C'est en réalité une conception matérialiste de l'histoire de la ville et l'énergie (une analyse marxiste) qui permet de montrer les pressions qui s'exercent sur les organisations susmentionnées lorsque le travail et l'énergie sont en concurrence pour se mettre au service de capital et de la rente, notamment foncière. L'exemple d'Usme illustre bien ce phénomène. A l'échelle du monde, les industries qui consomment le plus d'énergies ne sont pas celles qui fournissent le plus d'emploi : pétrochimie, métallurgie et ciment (soit les matériaux qui servent à faire nos villes) en raison de leurs machineries lourdes. Ce lien est encore plus flagrant lorsqu'on constate que les récessions économiques de 1998 et de 2009 qui ont particulièrement touché ces industries, ont contribué à une réduction globale des consommations énergétiques (illustration ci-dessous).



- Strong increase in G20 countries (+5%) in 2010
- All countries renewed with growth after a drop in 2009
- China and India demand growth was in 2010 similar to previous years
- Brazil and Russia lead the consumption growth, with levels well above the past years

Une question idéologique. La question énergétique des villes doit se positionner dans l'action publique pour éviter des dérives. S'il y a effectivement une crise énergétique en terme de dérive consumériste, mais aussi en terme d'iniquité sociale, nous estimons que cela est en partie dû au fait que les représentants politiques n'ont pas pris la responsabilité de réguler l'utilisation finale de l'énergie. Les collectivités territoriales qui doivent mettre en œuvre les politiques énergétiques sont souvent contraintes avoir recours au secteur privé (qui a le savoir-faire technique), soit par l'intermédiaire de privatisations ou de sous-traitances, au prix de dispositifs de coopération très lourds institutionnellement. Et cela en défaveur de politiques sociales.

A Bogota par exemple, connaissant la singularité de l'autonomie politique et budgétaire du District Capital face au gouvernement Colombien, celui-ci devrait assumer cette responsabilité à long terme car il est évident que ce n'est pas le rôle des acteurs privés de penser l'équité sociale et l'intérêt collectif. Il est important de rappeler en ce sens que le concours de la population actuelle ou future des villes dans la redéfinition d'une équité énergétique évoquée par Ivan Illich¹¹ est indispensable.

La ville est un transformateur d'énergie, une fonction qu'elle doit mettre au service de la construction d'un habitat populaire. L'idéologie du développement durable ne doit pas façonner la ville pour qu'elle émette moins de CO². La maîtrise énergétique ne doit pas se contenter de produire des éco-quartiers mais doit au progrès social pour la majorité des citoyens.

Il nous apparaît que plus le cercle de production urbain se fera de manière locale plus l'imbrication entre production urbaine, travail et consommation finale de l'énergie sera un élément fondamental du progrès social pour la majorité des citoyens et non comme une contrainte domptée par les classes aisées.

Il nous apparaît également que la volonté de produire des énergies renouvelables est une façon de subvenir encore et toujours au modèle économique qui endommage nos villes. Pourquoi ne

11 Ivan Illich, Energie et équité, 1973

pas remplacer ces énergies chères à produire par la force humaine et le travail ? Pouvons-nous alors parler de justice énergétique ?

Ainsi, nous pensons que le progrès social ne doit pas exclusivement se limiter à des objets matériels mais bien la capacité d'une société à fournir un statut social qui valorise les individus qui la compose : un travail, l'accès à la culture et à l'information par exemple.